

# AU CŒUR DU G20 : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE PROGRES ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

---

## Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Dans ce contexte de crise de notre modèle de développement, et prenant part à la préparation du futur Sommet de Cannes, présidé par la France, le CESE présente un avis qui reflète les changements importants qui se sont opérés dans notre façon de penser la mondialisation. Notre groupe soutient pleinement cette nouvelle approche et se félicite de voir inscrit dans cet avis que la croissance n'est pas une fin en soi, mais qu'elle est bien au service du bien-être de l'humanité.

Alors que le G20 a été créé en réponse à la crise financière des années 1990, il est rassurant de voir que ses membres s'emparent désormais des questions sociales et environnementales, reconnaissant ainsi l'indissociabilité incontestable entre ces enjeux et le développement économique. La mondialisation régulée doit être mise au service des peuples et non des marchés financiers. La convergence des droits sociaux est une condition de la stabilité économique mondiale en plus de devoir constituer une quête de tous les instants, aussi nous soutenons la proposition de la présidence française d'un socle commun de protection sociale.

Depuis le printemps dernier, des mouvements sociaux sans précédent se succèdent en Méditerranée, en Europe, mais aussi en Amérique latine, composés majoritairement de jeunes qui réclament plus de justice sociale et d'équité. En effet, les jeunes sont touchés de plein fouet par le creusement des inégalités et les taux de chômage qu'ils connaissent dans ces pays justifient amplement que le G20 se saisisse prioritairement de la question de l'emploi. La crise favorise le développement et l'acceptation du travail précaire et informel, en particulier pour les jeunes, c'est une des raisons pour lesquelles il est urgent que les États ratifient et appliquent les conventions de l'Organisation internationale du travail.

De même qu'au sein d'un État, la justice sociale et la redistribution des richesses sont les conditions d'un développement économique pérenne et du développement harmonieux d'une société, au niveau mondial, il n'est pas possible d'envisager l'économie globale indépendamment de la lutte contre la pauvreté et le sous-développement. L'avis du CESE recommande d'intensifier les efforts en faveur de l'aide publique au développement, d'y consacrer davantage de moyens et de façon plus cohérente. Cependant, l'une des priorités devrait être que les populations bénéficient d'abord des ressources produites dans leur propre pays et développent l'ensemble de leurs secteurs économiques. Lors du sommet de Cannes, la France doit avancer des propositions concrètes et radicales pour lutter contre l'évasion fiscale et la corruption, qui ne doivent pas rester des déclarations de principe comme lors du G20 de Londres. Chaque année,

en effet, l'évasion fiscale des multinationales représente un manque à gagner de plus de 150 milliards de dollars pour les pays du Sud, soit 1,5 fois le montant de l'aide publique au développement ! Le G20 pourrait appuyer la mise en place d'un reporting pays par pays pour les entreprises et la fin du secret bancaire.

Enfin, l'importance de ces enjeux ne doit pas nous empêcher de nous interroger sur le rôle et la légitimité du G20. Son rôle d'impulsion politique doit être renforcé, tout en veillant à ce qu'il ne se substitue pas aux organisations internationales, notamment celles du système des Nations Unies, certaines de ces dernières devant être renforcées et réformées. Nous attendons de la France, dans cette période de crise systémique, qu'elle défende des principes et objectifs à moyen et long termes, pour ne pas limiter la rencontre de Cannes à un G20 pompier de la crise, mais pour en faire un G20 de construction.

Pour ces raisons, le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté en faveur de l'avis.